



CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

Conformément au code de la commande publique

Pouvoir adjudicateur

**Crous Bourgogne-Franche-Comté représenté par Madame la Directrice Générale du
Crous Bourgogne-Franche-Comté**

Objet du marché

**Maintenance préventive et corrective, fourniture des équipements de protection et
de lutte contre les incendies (extincteurs, BAES, RIA, colonnes sèches et
désenfumage naturel).**

Remise des offres

Date limite de réception : le mercredi 19 novembre 2025 à 12h00

SOMMAIRE

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1 - Objet du marché	4
1.2 - Allotissement du marché	4
1.3 - Qualification et formalités du marché	4
1.4 - Durée du marché.....	4
1.5 - Continuité de service.....	4
1.6 - Montant du marché	4
1.7 - Lieu d'exécution	4
1.8 - Marchés de prestations similaires	4
1.9 - Représentation des parties au contrat	4
1.9.1 - Représentation de l'acheteur.....	4
1.9.2 - Représentation du titulaire	5
1.10 – Remplacement des intervenants.....	5
1.11 – Délais d'exécution des prestations (maintenance préventive)	5
1.12 – Emission et exécution des bons de commande maintenance préventive	6
1.13 – Exécution de la maintenance curative.....	6
ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
ARTICLE 3 – CONTENU DE LA PRESTATION « TENUE D'UN INVENTAIRE DES INSTALLATIONS »	7
3.1 - Communication d'un inventaire d'entrée actualisé :	7
3.2 - Mise à jour de l'inventaire jusqu'au terme de l'accord cadre :	7
ARTICLE 4 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES EXTINCTEURS »	8
4.1 - Précisions préalables	8
4.2 - Les opérations de maintenance préventive des extincteurs sont assurées dans le cadre d'une formule « tout inclus »	8
4.3 - Les opérations de maintenance corrective des extincteurs rémunérées sont listés exhaustivement	9
ARTICLE 5 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES ROBINETS D'INCENDIE ARMES »	9
5.1 - Précisions préalables	9
5.2 - Les opérations de maintenance préventive annuelle d'un RIA.....	9
5.3 - Les opérations de maintenance quinquennale d'un RIA.....	9
5.4 - Les opérations de maintenance décennale d'un RIA	10
5.5 - Les opérations de maintenance corrective	10
5.6 - Les prestations de dépose et d'élimination d'un RIA.....	10
ARTICLE 6 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES COLONNES D'INCENDIE »	10
6.1 - Précisions préalables	10
6.2 - Les opérations de maintenance préventive annuelle d'une colonne incendie	10
6.3 - Les opérations de maintenance préventive quinquennale d'une colonne incendie	10
6.4 - Les opérations de maintenance corrective des colonnes à incendie.....	11
ARTICLE 7 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES EXUTOIRES ET CHASSIS DE DESEMFUMAGE COMMANDES MANUELLEMENT »	11
7.1 - Précisions préalables	11
7.2 - Les opérations de maintenance préventive	11
7.3 - Les opérations de maintenance corrective sur devis et prix unitaires.....	11
ARTICLE 8 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES BAES »	12
8.1 - Précisions préalables	12
8.2 - Les opérations de maintenance préventive et la fourniture des BAES.....	12
8.3 - Les opérations de maintenance corrective sur devis et prix unitaires.....	12
ARTICLE 9 – CONTENU DE LA PRESTATION « FOURNITURE D'ÉLÉMENTS DE SIGNALÉTIQUE » ...	12
ARTICLE 10 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	13
10.1 - Le bon d'intervention fourni en fin d'opération de maintenance annuelle	13
10.2 - La Signature des registres de sécurité.....	13
10.3 - La périodicité d'intervention pour la maintenance préventive	13
10.4 - Les Dates et Heures des visites.....	13
10.5 - Les Information du gestionnaire de site.....	13
10.6 - Indisponibilité des appareils « type extincteurs » pour cause de maintenance	13

10.7 - Nécessité d'une maintenance corrective détectée à la suite d'une visite de maintenance préventive.....	13
10.8 - Accès et Sécurité	14
10.9 - Coordination des interventions.....	14
10.10 - Traçabilité des opérations	14
10.11 - Récupération et respect de l'environnement	14
10.12 - Remise en état de propreté après intervention.....	14
ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET GARANTIE	15
11.1 - Contrôle.....	15
11.2 – Opération de vérification.....	15
11.3 – Décision après vérification	15
11.4 – Garantie	15
ARTICLE 12 - PENALITES.....	15
ARTICLE 13 – REGIME FINANCIER	17
13.1 – Forme et contenu des prix.....	17
13.2 – Révisions des prix et clause de sauvegarde.....	17
13.3 – Avances.....	17
13.4 – Facturation.....	18
13.5 - Délai global de paiement.....	18
13.6 - Intérêts moratoires.....	18
13.7 - Cession ou nantissement.....	19
ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES	19
14.1 - Langue	19
14.2 - Sous-traitance.....	19
14.3 - Assurances.....	19
14.4 - Autres obligations administratives.....	20
14.5 - Résiliation	20
14.6 - Exécution aux frais et risques du titulaire	20
14.7 - Différends	20
14.8 - Litiges et contentieux	20
ARTICLE 15 — DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	21

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 - Objet du marché

La présente consultation concerne la maintenance préventive et corrective, la fourniture des équipements de protection et de lutte contre les incendies (extincteurs, BAES, RIA, colonnes sèches et désenfumage naturel) pour le Crous Bourgogne-Franche-Comté.

1.2 - Allotissement du marché

La présente consultation ne fait pas l'objet d'une décomposition en lots. En effet, les prestations seront exécutées dans le cadre d'un marché unique, dans la mesure où une division en lots serait de nature à rendre techniquement plus complexe la coordination des interventions. Les besoins de l'acheteur peuvent ainsi être satisfaits de manière plus cohérente et efficiente

1.3 - Qualification et formalités du marché

La Directrice générale du Crous Bourgogne-Franche-Comté est désignée pouvoir adjudicateur.

1.4 - Durée du marché

La durée du présent marché est fixée à un an, renouvelable trois fois. En conséquent, la durée totale du marché ne pourra excéder quatre (4) ans.

Le pouvoir adjudicateur pourra décider de ne pas reconduire le marché à l'échéance de la période. Il avertira par décision le soumissionnaire 1 mois avant la fin du délai d'exécution.

1.5 - Continuité de service

En fin de marché, le titulaire s'engage à poursuivre les prestations jusqu'à la mise en place effective du nouveau marché, dans les conditions identiques au présent marché. Dans cette hypothèse, il sera procédé à une modification de marché par le Pouvoir Adjudicateur.

1.6 - Montant du marché

Le marché est passé sans minimum, le maximum étant 500 000 € HT pour la totalité du marché (reconduction comprise).

1.7 - Lieu d'exécution

La liste des sites relevant du présent marché est disponible en annexe. Cette liste est complétée par le détail des équipements « État détaillé du parc des extincteurs » (onglet 1) « État détaillé du parc de désenfumage naturel » (onglet 2), ...

1.8 - Marchés de prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, il sera possible de recourir à la procédure de marchés sans mise en concurrence pour la réalisation ultérieure de prestations similaires à celles du présent marché.

1.9 - Représentation des parties au contrat

1.9.1 - Représentation de l'acheteur

Pour l'exécution du marché : le représentant du pouvoir adjudicateur désigne, sous réserve de changement ultérieur, pour assumer les fonctions de vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par les responsables de site qu'il désigne.

- **La sous-direction des Achats** pour assumer les fonctions de notifications de décisions et communications de la personne publique ainsi que le suivi du marché.

Service Achats	Besançon	LAZARD Christelle, Responsable du service des marchés	Courriel fonctionnel : marches@crous-bfc.fr 03 81 48 46 52
----------------	----------	--	--

- **La sous-direction de la Prévention :**

Conseiller de prévention	Besançon / Dijon	NORMAND Clément	07 85 13 71 60 / 03 81 48 46 56 à Besançon / 03 45 34 86 95 à Dijon / prevention@crous-bfc.fr
--------------------------	---------------------	-----------------	--

- **Les référents techniques** : voir onglet contacts dans la pièce du marché intitulé « État détaillé du parc ».

1.9.2 - Représentation du titulaire

Pour l'exécution du marché : le titulaire désigne **un référent** administratif et/ou technique, sous réserve de changement ultérieur, en charge de la planification des interventions et du suivi du marché.

Le Crous Bourgogne-Franche-Comté insiste sur le fait d'avoir **un interlocuteur unique** afin de faciliter les échanges.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés dans l'offre du titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

1.10 – Remplacement des intervenants

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai de deux mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

1.11 – Délais d'exécution des prestations (maintenance préventive)

Les délais d'exécution et le point de départ des prestations sont fixés en accord avec le prestataire lors de la 1ère réunion de mise au point des calendriers d'intervention.

Les prestations sont effectuées sur chaque site en fonction d'un planning annuel d'interventions.

Les plannings annuels prévisionnels et définitifs pour chaque site seront adressés :

- au référent technique du site concerné ;
- au conseiller Prévention du CROUS BFC ;
- au service des Achats.

Il est à noter que le planning établi respecte scrupuleusement les fréquences arrêtées dans le calendrier d'intervention. Les périodes de visites prennent en compte les impératifs des sites et ne doivent pas nuire à leur fonctionnement.

Les dates et l'heure exactes des visites sont confirmées avec un préavis de 15 jours pour chaque visite après concertation avec le référent technique de l'unité de gestion ou son délégué, et conformément au planning annuel validé.

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai du planning d'interventions, il doit formuler une demande expresse de report de délai exposant clairement les circonstances du retard prévu, la date de survenance du fait générateur et le délai supplémentaire demandé. Sans cette demande, les pénalités seront appliquées.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du planning d'interventions émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

1.12 – Emission et exécution des bons de commande maintenance préventive

Dans le cadre des opérations de maintenance préventive, des engagements juridiques sont établis chaque année et pour chaque équipement (extincteurs, BAES, RIA,...), en s'appuyant sur le tableau des interventions annuelles.

Les numéros d'engagement devront être clairement mentionnés sur les factures afin d'en faciliter le traitement et le règlement.

1.13 – Exécution de la maintenance curative

Pour la maintenance curative, deux situations peuvent se présenter :

1er cas : Travaux complémentaires identifiés lors d'une visite préventive

Lors d'une intervention préventive, si le technicien identifie des travaux supplémentaires, il transmet un devis au responsable de la prévention. Si ce devis est validé, un bon de commande est alors émis à destination du prestataire pour autoriser la réalisation des travaux.

Le numéro de ce bon de commande devra impérativement figurer sur la facture afin d'en faciliter le paiement.

2e cas : Intervention d'urgence à la demande du site

En cas de dysfonctionnement signalé par un site et nécessitant une intervention rapide, le technicien peut intervenir immédiatement.

Un devis de régularisation est alors transmis au responsable de la prévention à titre informatif. Dans ce cas, la facture est transmise directement via CHORUS PRO.

Important

Les périodes d'intervention doivent tenir compte des contraintes de fonctionnement des sites et ne pas perturber leur activité.

En cas d'impossibilité de respecter les délais contractuels, le titulaire doit formuler une demande écrite de report, en précisant :

- les circonstances du retard,
- la date d'apparition du fait générateur,
- le délai supplémentaire souhaité.

ARTICLE 2 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement
- Le tableau de recensement des équipements par site (intitulé « État détaillé du parc » dans les pièces du marché), permettant de chiffrer la maintenance préventive et faisant office d'annexe financière à l'AE, à compléter
- Le BPU permettant de chiffrer les maintenances préventive et corrective, valant annexe financière à l'AE à compléter
- Le CCP
- Le cadre de réponse et l'offre technique du titulaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) en vigueur à la date de signature de l'acte d'engagement.

Les documents généraux non joints sont réputés connus du titulaire du marché.

Le marché est exécutable à compter du 1^{er} janvier 2026.

Le personnel doit être, lors de ses visites, muni d'une carte d'identité professionnelle de son entreprise.

ARTICLE 3 – CONTENU DE LA PRESTATION « TENUE D'UN INVENTAIRE DES INSTALLATIONS »

3.1 - Communication d'un inventaire d'entrée actualisé :

Un tableau actualisé de recensement des équipements par site est communiqué aux candidats.

Cet inventaire initial devra être mis à jour après chaque visite sur site.

3.2 - Mise à jour de l'inventaire jusqu'au terme de l'accord cadre :

Le titulaire s'engage à fournir annuellement un livrable informatique actualisé de type « gestion de parc » compilant notamment toutes les données recueillies.

Ce livrable comprendra à minima les données suivantes sur les équipements de protection et de lutte contre l'incendie :

- Emplacement géographique (bâtiment, étage, pièce, localisation),
- Caractéristiques essentielles (type et contenance, etc),
- Conformité des appareils ainsi que toute proposition (remplacement, ajout, repositionnement des appareils),
- Date d'installation,
- Dates et contenu des interventions successives.

Ce livrable pourra être élaboré à partir d'un outil informatique (type compte client).

Le titulaire s'engage à fournir au Crous Bourgogne-Franche-Comté, 3 mois avant la fin de l'accord cadre une copie de l'inventaire à jour, en format exploitable et modifiable.

Si les réparations ne peuvent être effectuées sur site ou dans la journée, le titulaire devra mettre en remplacement des appareils mis en cause, tout moyen suffisant et adéquat et cela le temps de ladite réparation.

Au cours des visites, le titulaire devra noter son intervention dans les registres de sécurité présents dans les bâtiments.

À la suite des visites, le titulaire devra remettre un rapport d'intervention dans les 15 jours suivant l'intervention :

- Au référent technique du site ;
- Au conseiller Prévention du CROUS BFC ;
- Au service des Achats.

ARTICLE 4 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES EXTINCTEURS »

4.1 - Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément aux normes en vigueur.

4.2 - Les opérations de maintenance préventive des extincteurs sont assurées dans le cadre d'une formule « tout inclus »

Les maintenances préventives des extincteurs portatifs (EP) sont rémunérées sur la base de prix par appareil, lesquelles devront inclure :

- L'inventaire d'entrée, sa mise à jour régulière et sa restitution finale 3 mois avant la fin de l'accord-cadre,
- Le déplacement,
- La main d'œuvre d'un technicien spécialisé en maintenance des extincteurs
- Le changement de scellé millésimé,
- Le changement des joints,
- Le changement des charges de maintenance selon les garanties des fabricants (additif tous les 3 ans, poudre tous les 5 ans)
- Toutes les pièces détachées d'usure courante, notamment :

POUR EXTINCTEURS PORTATIFS : scellé millésimé, joint de robinet, percuteur monté, collier de serrage tuyau, écrou borgne zingué M, support mural extincteur eau et poudre, support mural extincteur CO2, goupille de sécurité, étiquette de vérification, étiquette de vérification de transport, étiquette de maintenance quinquennale,

POUR EXTINCTEURS EAU : robinet sans bouteille CO2 sans tuyau, soufflette avec lance et tuyau, tamis pour lance, opercule extincteur portatif,

POUR EXTINCTEURS POUDRE : robinet sans bouteille CO2 sans tuyau, soufflette avec lance et tuyau, jet, opercule extincteur portatif,

POUR EXTINCTEURS CO2 : tromblon, joint fibre, joint torique

POUR EXTINCTEURS SUR ROUES : goupille de sécurité inox, joint caoutchouc pour bouchon, collier de serrage tuyau, écrou zingué, joint fibre, opercule d'étanchéité, tamis, scellé millésimé, joint de robinet, joint fibre, joint torique, joint caoutchouc, cartouche gaz neuve, cartouche gaz zéon neuve

- Le complément quinquennal
- La dépose et /ou repose de l'extincteur
- La numérotation des extincteurs
- La mise à jour du registre de sécurité
- La rédaction du rapport d'intervention (remis dans les 15 jours suivant l'intervention au référent technique du site, au conseiller prévention et au service des achats).

4.3 - Les opérations de maintenance corrective des extincteurs rémunérées sont listés exhaustivement

Ces prestations comprennent ;

- La recharge hors maintenance préventive :
- # Recharges extincteurs suite utilisation rémunérées sur la base d'un prix unitaire HT frais de déplacement et main d'œuvre inclus
- # Recharge extincteurs suite malveillance rémunérées sur la base d'un prix unitaire HT frais de déplacement et main d'œuvre inclus
 - La fourniture d'équipements neufs (incluant la pose, l'élimination, la réforme des appareils hors d'usage, les frais de déplacement et la main d'œuvre) rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT par appareil pour les différents types listés dans le BPU.

ARTICLE 5 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES ROBINETS D'INCENDIE ARMES »

5.1 - Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément aux normes en vigueur.

5.2 - Les opérations de maintenance préventive annuelle d'un RIA

La maintenance préventive est rémunérée sur la base d'un prix par appareil qui inclut :

- l'inventaire d'entrée, sa mise à jour régulière et sa restitution finale 3 mois avant la fin de l'accord-cadre
- le déplacement,
- la main d'œuvre d'un technicien spécialisé en RIA
- La rédaction d'un rapport d'intervention (remis dans les 15 jours suivant l'intervention au référent technique du site, au conseiller prévention et au service des achats)
- la mise à jour du registre de sécurité

Cette maintenance préventive exclut :

- la remise en état suite à une malveillance
- la maintenance corrective
- le contrôle du réseau.

5.3 - Les opérations de maintenance quinquennale d'un RIA

La maintenance préventive quinquennale est rémunérée sur la base d'un prix par appareil qui inclut notamment :

- le déplacement,
- la main d'œuvre d'un technicien spécialisé en RIA
- La rédaction du rapport d'intervention (remis dans les 15 jours suivant l'intervention au référent technique du site, au conseiller prévention et au service des achats)
- la mise à jour du registre de sécurité

Cette maintenance préventive exclut :

- la remise en état suite à une malveillance
- la maintenance corrective
- le contrôle du réseau

5.4 - Les opérations de maintenance décennale d'un RIA

La maintenance préventive décennale est rémunérée sur la base d'un prix / appareil, qui inclut notamment :

- le déplacement,
- la main d'œuvre technicien spécialisé en RIA
- La rédaction d'un rapport d'intervention (remis dans les 15 jours suivant l'intervention au référent technique du site, au conseiller prévention et au service des achats)
- la mise à jour du registre de sécurité

Cette maintenance préventive décennale exclut :

- la remise en état suite à une malveillance
- la maintenance corrective
- le contrôle réseau

5.5 - Les opérations de maintenance corrective

Ces opérations sont rémunérées sur la base de prix unitaires ou d'un pourcentage de remise sur le prix catalogue du titulaire :

- frais de déplacement sur site rémunérés sur la base d'un prix unitaire HT
- taux horaire main d'œuvre dépannage et travaux divers rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT
- pièces selon le prix du ou des catalogues du titulaire avec déduction de la remise indiquée dans le BPU soit X %

L'intervention est conditionnée à l'acceptation du Crous Bourgogne-Franche-Comté d'un devis et à la réception d'un bon de commande.

5.6 - Les prestations de dépose et d'élimination d'un RIA

Ces prestations sont rémunérées sur la base d'un prix par appareil qui inclut :

- le déplacement
- la main d'œuvre d'un technicien
- La rédaction d'un rapport d'intervention (remis dans les 15 jours suivant l'intervention au référent technique du site, au conseiller prévention et au service des achats)
- la mise à jour du registre de sécurité

L'accord-cadre ne comprend pas l'acquisition et la pose de nouveaux RIA.

ARTICLE 6 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES COLONNES D'INCENDIE »

6.1 - Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément aux normes en vigueur.

6.2 - Les opérations de maintenance préventive annuelle d'une colonne incendie

Ces opérations sont rémunérées sur la base d'un prix par appareil.

6.3 - Les opérations de maintenance préventive quinquennale d'une colonne incendie

Ces opérations sont rémunérées sur la base d'un prix par appareil.

6.4 - Les opérations de maintenance corrective des colonnes à incendie

Ces opérations sont rémunérées sur la base de prix unitaires ou d'un pourcentage de remise sur le prix catalogue du titulaire :

- frais de déplacement sur site rémunérés sur la base d'un prix unitaire HT
- taux horaire main d'œuvre dépannage et travaux divers rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT
- pièces selon le prix du ou des catalogues du titulaire avec déduction de la remise indiquée dans le BPU soit X %

L'intervention est conditionnée à l'acceptation par le Crous Bourgogne-Franche-Comté d'un devis et à la réception d'un bon de commande.

L'accord-cadre ne comprend pas l'acquisition et la pose de nouvelles colonnes d'incendie.

ARTICLE 7 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE DES EXUTOIRES ET CHASSIS DE DESEMFUMAGE COMMANDES MANUELLEMENT »

7.1 - Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément aux normes en vigueur.

7.2 - Les opérations de maintenance préventive

Ces opérations sont rémunérées sur la base d'un prix par appareil incluant les cartouches CO2 percutées pendant l'intervention

La maintenance à réaliser sera la suivante :

- pour les exutoires châssis ouvrants type mécanique : contrôle fonctionnement ouverture fermeture, système d'éjection, graissages, vérification fusible thermique eutectique, contrôle verrou.
- pour les exutoires châssis ouvrants type pneumatique : contrôle fonctionnement ouverture fermeture, verrouillage, graissage, contrôle verrou.
- pour les treuils, tirer lâcher : dépoussiérage, graissage pignons axes, contrôle mécanismes, graissages câble et poulie, vérification du parcours, gaines câbles, apposition étiquette de vérification.
- pour les coffrets Poste CO2 : dépoussiérage, contrôle : déclencheurs, dards de percussions, cartouches par pesage, circuit pneumatique apposition étiquette de vérification.

7.3 - Les opérations de maintenance corrective sur devis et prix unitaires

Ces opérations sont rémunérées sur la base de prix unitaires ou d'un pourcentage de remise sur le prix catalogue du titulaire :

- frais de déplacement sur site rémunérés sur la base d'un prix unitaire HT
- taux horaire main d'œuvre dépannage et travaux divers rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT
- pièces selon le prix du ou des catalogues du titulaire avec déduction de la remise indiquée dans le BPU soit X %

L'intervention est conditionnée à l'acceptation par le Crous Bourgogne-Franche-Comté d'un devis et à la réception d'un bon de commande.

L'accord-cadre ne comprend pas l'acquisition et la pose de nouveaux exutoires et châssis.

ARTICLE 8 – CONTENU DE LA PRESTATION « MAINTENANCE ET FOURNITURE DES BAES »

8.1 - Précisions préalables

Le titulaire du marché s'engage à assurer ces prestations conformément aux normes en vigueur.

8.2 - Les opérations de maintenance préventive et la fourniture des BAES

La maintenance préventive des BAES est rémunérée sur la base d'un prix par appareil et comprend obligatoirement :

- **L'inventaire d'entrée**, sa mise à jour régulière et sa restitution finale 3 mois avant la fin de l'accord-cadre.
- **Le déplacement.**
- **La main d'œuvre** d'un technicien spécialisé en maintenance des BAES.
- **Le contrôle fonctionnel** de chaque bloc (mode veille, passage en secours, autonomie).
- **Le test d'autonomie réglementaire** (1 h et 5 h suivant les modèles, au moins une fois par an).
- **Le changement des ampoules/LED ou veilleuses défectueuses.**
- **Le changement de l'accumulateur (accu)** si nécessaire, conformément aux préconisations fabricant.
- **Le contrôle et le nettoyage des optiques.**
- **Le contrôle de l'accrochage et de la signalisation** (implantation, visibilité, conformité aux plans d'évacuation).
- **La mise à jour du registre de sécurité.**
- **La rédaction d'un rapport d'intervention** remis dans les 15 jours au référent technique du site, au conseiller prévention et au service achats.

Cette maintenance préventive inclut également :

- **Les pièces détachées courantes** (supports, caches, visserie, optiques standards, étiquettes de vérification).
- **Le remplacement des blocs défectueux en garantie.**

8.3 - Les opérations de maintenance corrective sur devis et prix unitaires

La fourniture de BAES exclusivement en technologie blocs auto testables SATI (système automatique de tests intégrés) est rémunérée sur la base d'un prix unitaire HT par appareil incluant la pose des équipements neufs (ampoules / veilleuses / accu inclus) et l'élimination des appareils hors d'usage.

Les lignes du BPU sont non exhaustives. Les prix NE FIGURANT PAS DANS LE BPU

ARTICLE 9 – CONTENU DE LA PRESTATION « FOURNITURE D'ÉLÉMENTS DE SIGNALÉTIQUE »

Les éléments de signalétique sont commandés et installés à l'initiative du Crous Bourgogne-Franche-Comté, sur la base du BPU.

ARTICLE 10 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

10.1 - Le bon d'intervention fourni en fin d'opération de maintenance annuelle

Un bon d'intervention est fourni dès la fin de l'opération de maintenance annuelle. Il comporte le lieu (nom du site et du bâtiment) et la date de vérification, ainsi que pour chaque appareil :

- sa numérotation
- son type
- l'année de fabrication ou du dernier échange standard pour les extincteurs CO2
- l'emplacement exact
- le détail des opérations réalisées

10.2 - La Signature des registres de sécurité

Dès la fin de l'opération de maintenance préventive d'un bâtiment, le registre de sécurité du bâtiment devra être signé.

10.3 - La périodicité d'intervention pour la maintenance préventive

Cette périodicité est fixée au moins à un an, l'espacement entre 2 visites systématiques d'entretien d'un même appareil ne devant pas excéder 14 mois.

10.4 - Les Dates et Heures des visites

Les dates, et l'heure exacte des visites sont fixées à l'avance d'un commun accord. Si l'une des deux parties désire déplacer une visite, elle en informe l'autre au moins 48 heures avant la date prévue.

10.5 - Les Information du gestionnaire de site

Le personnel chargé de la visite se présente au gestionnaire de site dès son arrivée dans l'établissement.

10.6 - Indisponibilité des appareils « type extincteurs » pour cause de maintenance

Si les opérations de maintenance nécessitent de rendre indisponible un appareil plus de 3 heures à son emplacement habituel, le titulaire devra effectuer un remplacement temporaire par un appareil de même type sans coût complémentaire. Il informera le gestionnaire de site des matériels ainsi remplacés et de la durée de l'imprévisibilité.

10.7 - Nécessité d'une maintenance corrective détectée à la suite d'une visite de maintenance préventive

Si lors d'une visite de maintenance préventive, certains appareils nécessitent une maintenance corrective, ces opérations correctives doivent faire l'objet d'un bon de commande spécifique du gestionnaire de site.

Entre deux opérations de maintenance préventive, sur appel téléphonique confirmé par écrit (mail ou autre moyen) les interventions de maintenance corrective sont effectuées dans le **délai maximum de 48 h**.

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectués que dans ses usines ou ateliers, il en informe le gestionnaire de site. Ce dernier en accord avec le titulaire, détermine les moyens à mettre en œuvre pour maintenir le niveau de sécurité pendant la période de carence. Les moyens mis en œuvre sont à la charge du titulaire.

10.8 - Accès et Sécurité

Le titulaire désigne les personnes autorisées pour la maintenance des matériels et équipements, un responsable d'équipe est nommément désigné.

Le titulaire s'engage à n'utiliser que du personnel aux compétences parfaitement adaptées aux prestations à assurer.

Le personnel du prestataire sera porteur d'une tenue facilement identifiable, à défaut il sera en mesure de présenter une carte d'identité professionnelle.

Le titulaire transmet au personnel placé sous son autorité les diverses consignes de sécurité générales et particulières propres à l'établissement qui lui ont été communiquées par les gestionnaires de site.

Conformément aux lois et règlements en vigueur, le titulaire s'engage à établir un plan de prévention. Les personnels du titulaire devant intervenir dans l'environnement de pièces nues sous tension (local réservé aux électriciens, armoire électrique...) doivent être formés aux risques électriques et être habilités.

Le gestionnaire de site met gratuitement à disposition du titulaire l'énergie nécessaire à l'accomplissement des tâches courantes relevant de ses prestations.

10.9 - Coordination des interventions

Si le titulaire n'est pas le fournisseur et lorsque la période de garantie est comprise dans la durée, le titulaire prend toutes dispositions en accord avec le fournisseur des matériels pour assurer la coordination des interventions.

10.10 - Traçabilité des opérations

Le titulaire est tenu, lors de chaque visite de maintenance ou d'intervention, d'établir immédiatement un rapport d'intervention précisant la nature des prestations effectuées. Ce rapport précisera bien le nom du bâtiment (exemple : résidence Colette – Bâtiment Gaffiot).

Le rapport d'intervention doit être signé par le gestionnaire de site et par le titulaire.

Les interventions réglementaires doivent être notifiées dans le registre de sécurité de l'établissement. Un rapport annuel d'activité transmis au gestionnaire de site reprend à minima : les interventions d'entretien et de dépannage réalisées dans l'année écoulée, un historique des incidents, une prévision des travaux à réaliser dans l'année qui suit et toute préconisation d'amélioration.

10.11 - Récupération et respect de l'environnement

Les pièces non utilisables, les charges remplacées et les résidus autres doivent être présentés gestionnaire de site et évacués par la suite par le titulaire. Il n'y aura pas de stockage des déchets sur site.

Le titulaire a l'obligation contractuelle de recycler l'ensemble des déchets produits et recyclables. Il s'engage à fournir à chaque élimination les bordereaux de traitement réglementaire.

10.12 - Remise en état de propreté après intervention

Après son intervention, le titulaire remet dans l'état de propreté trouvé à son arrivée les locaux dans lesquels il a été amené à intervenir.

ARTICLE 11 - OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET GARANTIE

11.1 - Contrôle

Les opérations de vérifications sont effectuées par le responsable du site concerné ou son représentant conformément aux articles 23 à 27 du CCAG/FCS et ont pour but de constater la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché.

Ces opérations de vérification sont effectuées à l'occasion des interventions du titulaire ou indépendamment de celles-ci.

Si une de ces vérifications révèle une anomalie sur un équipement altérant la sécurité des personnes et/ou des biens, il peut être procédé à l'arrêt de la partie de l'équipement concerné.

Dans le cas où ces immobilisations sont la conséquence d'une défaillance du titulaire, les pénalités sont appliquées.

11.2 – Opération de vérification

Pour les prestations de maintenance préventive, le service bénéficiaire procède aux opérations de vérifications au vu :

- des comptes rendus d'intervention,

Pour les prestations de maintenance corrective, le service bénéficiaire procède aux opérations de vérifications au vu :

- des contrôles effectués à l'issue de la réalisation des prestations,
- du compte rendu d'intervention validé,

Les vérifications simples sont effectuées au moment même de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 22 et 23.1 du CCAG/FCS.

Les vérifications seront effectuées par le responsable du site ou son représentant.

11.3 – Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérifications, le service bénéficiaire prend sa décision dans les conditions prévues aux articles 24 et 25 du CCAG/FCS.

11.4 – Garantie

Les pièces de rechange font l'objet d'une garantie minimale d'un an. Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission. Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 12 - PENALITES

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités n'est pas plafonné. Les pénalités sont cumulables.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités applicables sans mise en demeure préalable, sont les suivantes :

- Le titulaire s'engage à fournir annuellement un inventaire à jour sous format électronique compilant notamment toutes les données recueillies lors de l'inventaire d'entrée. Passée la date anniversaire du marché (01/01/2025 1^{ère} année et 01/01/2026 pour la reconduction), le titulaire est susceptible de se voir appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité de 50 € par jour ouvré de retard.
- Le titulaire s'engage à fournir 3 mois avant la fin de l'accord-cadre une copie de l'inventaire à jour, en format exploitable et modifiable par les outils bureautiques utilisés par les services de l'État. Dès la date de fin du marché, le titulaire est susceptible de pénalités d'application immédiate. Soit 50 € par jour ouvré de retard.

Prestations de maintenance préventive et contrôle des installations

- Le titulaire établit son planning annuel d'intervention et réalise ses prestations conformément à ce prévisionnel. Les dates d'intervention sont celles déterminées par le planning annuel d'intervention. Les parties peuvent différer d'un commun accord une intervention jusqu'à 7 jours. A défaut d'accord, le non-respect des délais d'intervention par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit 50 € par jour ouvré de retard.
- Le bon d'intervention devra être fourni dès la fin de l'opération de maintenance préventive. Le non-respect de ce délai de communication par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit 25 € par jour ouvré de retard.
- Le registre de sécurité devra être signés dès la fin de l'opération de maintenance préventive. Le non-respect de ce délai de signature par le titulaire est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit 25 € par jour ouvré de retard.

Prestations de maintenance correctives et demandes sur devis.

Le titulaire répond aux demandes de devis confirmées par écrit (mail ou autre moyen) dans un délai de 48 h.

- Dès que le titulaire est en possession d'un bon de commande signé sur la base du devis, les dépannages et réparations sont à effectuer dans le délai maximum de 48 h. Tout dépassement des délais d'intervention est susceptible de pénalités pour retard d'application immédiate. Soit 50 € par jour ouvré de retard par appareil défectueux rendu indisponible et non remplacé temporairement à l'équivalent à la charge du titulaire.
- Un bon d'intervention doit être fourni dès la fin de l'opération de maintenance corrective. En cas de non présentation du bon, le titulaire est susceptible de se voir appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité de 25 € par jour ouvré de retard.
- Le registre de sécurité doit être signé dès la fin de chaque opération de maintenance corrective. En cas d'absence de signature, le titulaire est susceptible de se voir appliquer une pénalité de 25 € par jour ouvré de retard.
- Dès que le titulaire est en possession d'un bon de commande signé, la livraison et la pose des nouveaux appareils avec reprise des anciens appareils sont à réaliser dans un délai de 10 jours. Tout dépassement du délai de livraison est susceptible de déclencher une pénalité de 50 € par jour ouvré par appareil livré en retard.

ARTICLE 13 – REGIME FINANCIER

13.1 – Forme et contenu des prix

Le marché est conclu à prix définitif sur la durée totale du marché, toute reconduction comprise. Les prix sont révisables dans les conditions définies à l'article 13.2

Le marché est exécuté sur la base de prix annuels pour la maintenance préventive.

Le marché est exécuté sur la base de devis, conformément aux tarifs indiqués dans le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) pour les prestations de maintenance corrective.

Pour les fournitures dont les tarifs ne figurent pas au BPU, le titulaire devra fournir un devis spécifique. Le Crous Bourgogne-Franche-Comté se réserve le droit d'accepter ou de refuser tout devis ne relevant pas du BPU.

Les prix sont établis hors TVA.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date d'établissement de la demande de paiement par le titulaire.

Le taux de TVA étant fixé indépendamment de la volonté des parties, sa modification éventuelle en cours de marché n'a pas à être constatée par avenant.

Les prix du présent marché sont réputés inclure toutes les taxes charges et assurances et d'une manière générale tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, notamment :

- la main d'œuvre et les frais de déplacements (uniquement dans le cadre des forfaits annuels de maintenance préventive),
- toutes les opérations réglementaires ou concourant au respect des normes en vigueur pour chacune des prestations de maintenance,
- tout frais lié à l'application de la réglementation en terme d'hygiène, de sécurité et de protection des travailleurs,

- l'ensemble des coûts liés à la réalisation des prestations : coût de communication téléphonique, production de rapport, équipement spécifique, frais d'étalonnage ou de contrôle des appareils de mesures, etc.
- les frais d'assurance,
- tout frais lié à l'élimination des déchets dans le respect des normes en vigueur,
- les frais liés aux mesures devant éventuellement être prises par le titulaire pour respecter les obligations du respect des règles de sécurité ou de confidentialité sur certains sites.

13.2 – Révisions des prix et clause de sauvegarde

Les prix proposés sont révisables chaque année, **deux mois** avant la date annuelle d'échéance. Le titulaire doit alors soumettre au pouvoir adjudicateur le bordereau de prix tenant compte de la révision.

De plus, si le titulaire ne répond pas avant cette date, il sera considéré comme proposant de maintenir les tarifs unitaires en vigueur pour la nouvelle période d'exécution.

Clause de sauvegarde : Si la révision des prix entraîne une augmentation supérieure à 3 %, l'acheteur peut résilier le contrat sans indemnité pour les prestations non encore exécutées.

13.3 – Avances

Aucune avance ne sera accordée.

13.4 – Facturation

Le paiement des factures s'effectuera en euros par mandat administratif.

Le paiement est effectué sur facture émise par le titulaire et après attestation du service fait par le service bénéficiaire.

La facturation sera obligatoirement présentée dans les conditions suivantes.

Chaque facture, établie en un seul original, porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom et adresse du créancier ;
- Numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Numéro du marché, numéro d'engagement ;
- **Préciser le bâtiment** et pas uniquement la résidence (exemple : résidence Colette – bâtiment Gaffiot)
- Numéro du bon de commande pour les prestations ponctuelles ;
- Fourniture livrée, exactement définie ;
- Montant hors TVA de la fourniture livrée, éventuellement ajusté ;
- Taux et montant de la TVA ;
- Montant total TVA incluse ;
- Date de facturation.

Toute facture ne respectant pas strictement cette présentation sera systématiquement retournée à son destinataire pour correction.

Sur les factures, les calculs sont arrondis au centime dans les conditions déterminées par le règlement (CE) n° 1103/97 du Conseil du 17 juin 1997 fixant certaines dispositions relatives à l'introduction de l'Euro (articles 4 et 5).

Le paiement s'effectue selon les règles de la Comptabilité Publique, dans les conditions déterminées par le C.C.A.G. (notamment article 11) ; complété par l'annexe IV à la circulaire du 09.09.1997 (J.O. du 22.09.1997 NC p. 6035). Toutefois si une réglementation en matière de marchés publics intervenait en cours de contrat, c'est celle-ci qui s'appliquerait.

Dans le cas où un avoir devrait être établi au bénéfice du Crous Bourgogne-Franche-Comté, le délai de paiement de la facture court à compter de la date de réception de l'avoir.

Pour transmettre les factures, utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Code service exécutant (SE) : SFC

SIRET : 130 024 433 00018

13.5 - Délai global de paiement

Les sommes dues en exécution du présent marché sont payées dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception de la facture par l'administration ou à compter de la date d'exécution des prestations lorsque celle-ci est postérieure. Si du fait du titulaire, il ne peut être procédé aux opérations de paiement, le délai est suspendu pour une durée égale au retard qui en est résulté.

13.6 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais indiqués ci-dessus fait courir de plein droit au profit du titulaire et sans autres formalités, des intérêts moratoires.

Le taux des intérêts moratoires applicable est le taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

13.7 - Cession ou nantissement

L'autorité habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché.

ARTICLE 14 – DISPOSITIONS DIVERSES

14.1 - Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

14.2 - Sous-traitance

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent.

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Le sous-traitant est payé directement si son contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 € TTC.

Pour les sous-traitants, le titulaire joint au projet de décompte, la demande de paiement dudit sous-traitant libellée au nom du pouvoir adjudicateur, revêtue de son acceptation.

Cette somme tient compte d'une éventuelle actualisation des prix prévue dans le contrat de sous-traitance.

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des entrepreneurs, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur membre d'un groupement, la demande de paiement du sous-traitant, jointe au projet de décompte, doit être acceptée par celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance.

De plus dans le cas d'un groupement, si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit accepter également la demande de paiement du sous-traitant.

14.3 - Assurances

Les polices et attestations spécifiant que le titulaire est assuré pour les responsabilités qui découlent de son activité spécifique dans les bâtiments concernés seront communiquées sur demande du pouvoir adjudicateur avant notification du marché, puis fournies ensuite chaque année pendant la durée du marché.

L'ensemble des prestations dues au titre du présent marché sera exécuté par le personnel du titulaire affecté à l'exécution des obligations contractuelles du présent marché.

Pendant toute la durée d'exécution du présent marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, aux biens ou aux installations dans le cadre des prestations qui lui sont confiées. En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance dont les garanties sont en rapport avec l'importance de la prestation et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

14.4 - Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement de concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiés à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

14.5 - Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

L'accord-cadre est résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes de l'accord-cadre, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

14.6 - Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques s'effectue dans les conditions prévues au CCAG de référence.

14.7 - Différends

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

14.8 - Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Besançon

ARTICLE 15 — DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Le cahier des clauses administratives générales applicable au marché, est le CCAG / FCS, approuvé par arrêté du 19 janvier 2009.

L'article 2 du CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS

L'article 12 du CCP déroge à l'article 14 du CCAG/FCS